



Mardi 29 avril 2014

COMMUNIQUE

Aboutissement ou fin de la décentralisation ?

Le gouvernement affiche une volonté d'efficacité, de simplification et d'économie. Porte-t-il encore une ambition décentralisatrice qui pourrait ré-enchanter la démocratie, réconcilier citoyens et élus, et légitimer la politique ?

L'ambition d'un nouvel acte de décentralisation a échoué sous la pression des lobbys, des associations d'élus, aux intérêts antagonistes qui renforcent les conservatismes et les plus forts.

Le découpage du texte en 3 volets a été contre-productif. Le souffle décentralisateur et la volonté de modernisation de l'action publique se sont dilués dans l'affirmation de métropoles, l'installation de conférences territoriales et dans la création de pôles ruraux clivant territoires urbains et ruraux, là où il fallait renforcer les liens entre eux. La réintroduction de la clause de compétence générale avait un peu rassuré les acteurs associatifs sans supprimer leurs inquiétudes quant à la pérennité des financements et à la place de la société civile dans le débat public, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

L'Unadel, avec ses partenaires et réseaux en région, attendait que le second volet corrige et comble les manques du premier. Or ce qui est paru donne le sentiment qu'on va encore passer à côté de l'essentiel en développant des structures de plus en plus grosses, technocratiques, que ce soit au niveau régional ou intercommunal, tout en fragilisant les services de proximité.

Nous restons persuadés qu'il vaut mieux parier avec les citoyens, que de faire confiance aux seules structures. Les réformes les plus pertinentes se font par en bas, par le volontariat et en associant les usagers. Oui, il faut clarifier, dire ce que l'État ne fait plus et laisser la main aux élus et à la société civile territoriale, à parité. Décentraliser c'est réformer l'État ! Est-ce trop tard ?

L'efficacité dans la précipitation peut conduire encore plus vite à l'échec, sans garantir la réduction des dépenses, avec un risque supplémentaire : celui d'accentuer le délitement de notre société et la perte de ses valeurs républicaines; l'autorité tuant la liberté, l'efficacité faisant reculer l'égalité entre les hommes et les territoires, la rationalité budgétaire mettant en péril la fraternité et l'organisation de la solidarité avec les plus en difficultés.